

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 628

semaine du
29 octobre
au 4 novembre
2020

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



La rédaction d'Informations ouvrières a pris connaissance

d'un billet du Dr Gérard Maudru, posté sur son blog le 28 octobre.

Elle décide de le porter à la connaissance de ses lecteurs comme élément livré à la discussion.

« Covid : que faire ? »

« **N**otre Président parle ce soir, les suppositions vont bon train. Que faire, que va-t-il décider ? Quoi qu'il dise, les critiques seront nombreuses, c'est dans la nature des Français. La critique est aisée, l'action est plus difficile, et ici, je pense que personne n'aimerait être à leur place, moi le premier.

Notre ministre de la Santé s'est vertement adressé aux parlementaires cette semaine, en leur disant : « *Vous critiquez, mais que proposez-vous ?* ». Il n'a pas tort. Ayant aussi l'habitude de critiquer, mais aussi de proposer, ce qui est plus crédible, je vais essayer l'exercice, en amont, au risque de me faire critiquer moi aussi. Au niveau de la base, on n'entend que des anti-masques et anti-confinement, sans autre argument que celui de l'atteinte aux libertés individuelles, argument qui n'a rien de médical de la part de ceux qui acceptent bien les limitations de vitesse et le port de la ceinture, également atteintes aux libertés individuelles...

Pour pouvoir critiquer, ou saluer, les décisions avant qu'elles ne soient prises et donc se faire critiquer aussi, jouons sur le bon sens, excusable en cas d'erreur. En bon médecin, je dirai qu'il faut un bon diagnostic, de bons traitements appropriés, et de bonnes explications, crédibles, pour que le traitement soit bien accepté et suivi, important ici quand c'est les autres qui trinquent quand on boit.

D'abord arrêter de sortir des chiffres qui ne veulent souvent pas dire grand-chose. 54 000 positifs ? Mais combien de malades ? 500, 5 000, 50 000 ? Cela change beaucoup de choses. Les médecins sont tenus de signaler certaines maladies, ils le font pour leurs patients, qui rentrent dans les statistiques, mais ne vont pas rechercher ceux qui ont pu avoir été touchés sans le savoir. Les médecins de ville, ignorés depuis le début, peuvent être un maillon important : ils sont obligés de télétransmettre leur activité tous les soirs, ils peuvent y ajouter une ligne sur les malades, plus intéressant que les seules données purement biologiques et non médicales, collectées par les SS et ARS. Ensuite le taux de positivité, malheur, il monte ! Mais pour moi, cette montée est plus un signe positif que négatif. En effet quand l'immunité collective

(seule protection à ce jour) sera atteinte, si elle est de 60%, le taux de positivité sera alors de 60%. Il ne peut donc que monter, et c'est presque souhaitable pour en finir plus vite ! Quant au R0, que l'on affiche toujours bas, est-il crédible dans cette période de poussée exponentielle ? Enfin pourquoi balancer comme hier, 523 morts, « chiffre le plus haut depuis mars », et repris par tous, sans expliquer que c'était 288, les 235 supplémentaires étant les décès dans le Ehpad, additionnés une à 2 fois par semaine ? C'est le premier chiffre qui a été repris par la presse.

Ensuite, il faut savoir où on en est, et rien n'a été fait dans ce sens. Or, l'avenir dépend du nombre de contaminés à ce jour, tant qu'on n'a pas de traitement. Pour le savoir, un échantillon, 1 000, 2 000 personnes représentatives de la population (les organismes spécialisés savent faire), testées sérologiquement pour rechercher des anticorps, et on sait combien de personnes ont été touchées, et on suit

tous les 15 jours. Aujourd'hui on est dans le brouillard, sans indicateur fiable.

Ensuite confiner ? Confiner est efficace, c'est un frein temporaire, cassant la montée vers l'immunité collective, nécessaire en l'absence de traitement, sans l'arrêter. Cela étale le problème. C'est la solution de facilité quand tout le reste a échoué. Sa justification aujourd'hui, c'est d'éviter la saturation des lits de réanimation, et c'est là qu'est le plus gros problème et le constat d'échec, j'y reviendrai. Surpris également par les médecins qui demandent de reconfiner, avant de demander d'abord de traiter. Nous sommes toujours dans la solution de facilité.

Enfin, je lis à droite et à gauche que le gouvernement a opté pour un confinement d'un mois, avec maintien des écoles, lycées et collèges. Isoler les familles, je peux comprendre, mais envoyer les enfants à la pêche aux covidés pour les ramener dans les foyers familiaux confinés, où est la logique ? Logique d'énarques ou élucubrations journalistiques ? À suivre.

Le couvre-feu ? J'aime bien appeler un chat un chat. Quel est, quel a été le but, le résultat ? Fermer les restaurants et les bars. Le reste est anecdotique. Alors soyons francs et courageux, disons ce que l'on fait : fer-

« **Confiner (...)**
c'est la solution
de facilité quand tout
le reste a échoué. »

mons bars et restaurants, et laissons tous les autres tranquilles. Ensuite après 15 jours, cela semble être un échec. Pourquoi ? Parce que bars et restaurants sont loin d'être la cause principale des clusters. Avec les brigades Covid, on sait où sont les causes principales, et c'est là qu'il faut agir, chaque fois avec une mesure adaptée : information, éducation, fermetures, aménagements... Agir sur la six ou huitième cause en matière de fréquence, ne pouvait donner qu'un résultat discret. Passer de 21 à 19 heures ne changera pas grand-chose. Couvre-feu le week-end ? Disons clairement les choses : interdire les rassemblements familiaux. En tant que citoyen, même si cela ne me plaît pas, je m'en accommoderai pour un mois, si on m'explique pourquoi et quel résultat escompté, et qu'on laisse les autres activités tranquilles. Les mesures doivent être ciblées et expliquées.

Après ces considérations, plus ou moins critiquables, chacun peut avoir un avis différent, le fond du problème et les bonnes mesures. 3 axes : casser la croissance, la réanimation, le traitement.

Premier point : casser la croissance : je l'ai dit, cibler et traiter les origines de clusters, pas l'ensemble de la population.

Second point : la réanimation : C'est le cœur du problème actuel, et la seule justification louable du confinement : éviter d'avoir 100 % de lits occupés et d'avoir à refuser 10, 100, 1000, 10 000 patients. Et là nous n'avons peut-être pas d'autre solution que celle de la facilité : le confinement. Pourquoi ? Parce que rien n'a été fait pour prévenir ce problème évident, connu, prévisible, redouté depuis des mois.

On a vu des Chinois construire en dix jours des milliers de lits au top niveau, on n'en demandait pas tant, six mois au lieu de dix jours. On a vu nombre de pays équiper en quelques jours des gymnases, des salles vides pour cause de Covid, avec box, lits, oxygène, appareils, ... En France, on n'a rien vu. On a cru avoir des centaines de lits d'hôpitaux militaires déployables rapidement en catastrophe, on n'a vu que trente lits, dix jours de décisions, dix jours d'installation. Où sont passés les 10 000 respirateurs, commandés, annoncés par le Président pour mai ? Il paraît que, dans la ligne des décisions antérieures, ils ne seraient pas adaptés. Des mois plus tard, nous en sommes au même point. Dans ces conditions quoi d'autre qu'une mauvaise réponse : le confinement ?

Et le problème, comme le disait Einstein : « *vous ne résoudrez pas les problèmes avec ceux qui les ont créés* ». Il y a des démissions qui se perdent.

Avec 10 000 lits, mobiles et réutilisables demain, on pouvait éviter d'envisager de reconfiner, repoussant la seule solution actuelle pour que l'épidémie s'arrête : l'immunité collective (en souhaitant que cette immunité ne dure pas si peu que la grippe saisonnière, sinon c'est râpé). Problème de personnels ? On a eu six mois pour les former. Des services entiers ne tournent plus, le personnel de blocs opératoires et d'autres peuvent être formés en quelques jours, les chirurgiens, les cardiologues et d'autres peuvent faire un peu de réanimation avec quelques notions, sous l'autorité d'un médecin réanimateur bien entendu. Un réanimateur responsable de 20 lits, peut en assumer 100 (50 ? j'y vais un peu fort ?) avec 10 « assistants », même chose pour le reste du personnel. Pour faire la guerre, il faut former, mobiliser une armée, ne pas s'arrêter aux beaux discours politiques, il faut agir sous peine de perdre la guerre. Même si ce n'est pas parfait, même s'il y aura des couacs, en période de crise, c'est mieux que rien, ce qu'on nous propose. Et

10 000 lits de plus, dans ces conditions, auraient coûté 100 fois moins qu'un mois de confinement, et permis d'encaisser un non-confinement et accélérer la phase d'immunité collective si nous n'entrevoions pas d'autre solution. Tout miser sur la réanimation pour éviter de confiner, on a 2 à 3 semaines, pas un jour de plus.

Dernier point, le vrai traitement. Ce qui me choque le plus dans cette affaire, c'est non seulement le refus de traiter le/la Covid, mais le refus d'essayer de traiter. Pourquoi empêcher les médecins de faire leur travail ? Pourquoi les empêcher de prescrire, sous leur propre responsabilité, en leur âme et conscience, en fonction des données médicales dont ils disposent, en accord avec leurs patients, de traiter ? Dans nombre de pays, nombre de publications, pas toutes j'en conviens, on constate que cela permet de diminuer la charge hospitalière, ce qui est notre vrai problème. Voire encore moins étudiée, la charge virale, source de contamination. Nos autorités sont bloquées sur le traitement à l'hôpital, ignorant les possibilités avant. Pourquoi se priver, nous priver, volontairement, de ce qui peut peut-être marcher, quand on n'a rien d'autre à proposer ? En un mot, face à une maladie nouvelle, pourquoi ne pas faire confiance aux médecins que l'on a formés ? À quoi cela sert de les avoir formés ? »

« En France, on n'a rien vu. On a cru avoir des centaines de lits d'hôpitaux militaires déployables rapidement en catastrophe, on n'a vu que trente lits, dix jours de décisions, dix jours d'installation. Où sont passés les 10 000 respirateurs, commandés, annoncés par le Président pour mai ? (...) Et 10 000 lits de plus, dans ces conditions, auraient coûté 100 fois moins qu'un mois de confinement. »

JE M'ABONNE À

INFORMATIONS
OUVRIÈRES

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.